



---

## DÉCENTRALISATION

01 octobre 2008

### **François Fillon et Jean-François Copé s'interrogent sur une fusion régions-départements**

Le président du groupe UMP à l'Assemblée nationale Jean-François Copé estime que «l'Etat doit mettre une partie de ses collaborateurs - les hauts fonctionnaires - à la disposition du Parlement» pour préparer «la fusion régions-départements» qu'il appelle de ses vœux.

«Il faut un véritable big bang du redécoupage des compétences pour rendre l'action territoriale plus claire», affirme le maire de Meaux dans un entretien paru mercredi 1er octobre dans "Le Figaro". «Aujourd'hui, elle est illisible et exaspère les Français: pourquoi les régions s'occupent-elles des lycées et les départements des collèges? Cela n'a plus de sens», assure-t-il.

Selon lui, «en période de disette budgétaire, il est aberrant de voir les budgets des régions et des départements augmenter à ce point. C'est un chantier fondamental. Nous allons le lancer dès demain en constituant un groupe de travail incluant députés et sénateurs de l'ensemble de la majorité», indique-t-il.

«Si on veut aller jusqu'au bout de la démarche, il faut reporter à 2011 les élections régionales, car nous ne serons pas prêts en mars 2010, estime Jean-François Copé. Quand on change les règles du jeu, il faut le faire dans la transparence. Nous avons jusqu'à l'été pour y réfléchir.»

Jean-François Copé exclut en revanche que l'Ile-de-France serve de région test pour cette réforme, préférant poursuivre «une réflexion sur le Grand Paris» qui pourrait déboucher sur la création d'«une collectivité spécifique».

François Fillon s'est dit lui, «à titre personnel», pour un «rapprochement» entre département et région. «A titre personnel, j'ai proposé depuis longtemps un rapprochement entre les départements et les régions», déclare le Premier ministre interrogé sur la future réforme des collectivités dans un entretien au quotidien "Les Echos" paru ce mercredi 1er octobre.

«Il y a différents moyens de parvenir à une simplification et à des économies, et je n'entends pas trancher a priori un débat que nous allons confier à un groupe de réflexion pluriel», ajoute le chef du gouvernement.

Dans «La France peut supporter la vérité», son livre paru en 2006, François Fillon se disait favorable à la disparition des départements.

Après le président Nicolas Sarkozy, qui indiquait la semaine dernière lier la réforme de la taxe professionnelle à celle de l'organisation territoriale, il explique au quotidien économique qu'«il n'y aura pas de réforme fiscale efficace si on ne réduit pas le volume de dépenses des territoires».

La réforme de la taxe professionnelle, qui devait initialement être prête pour la fin de l'année, serait donc retardée car, plaide-t-il, «il faudra plus de temps pour laisser toute sa place à la concertation avec les élus de tous bords».

Le secrétaire général de l'Elysée, Claude Guéant, a déclaré dimanche que Nicolas Sarkozy souhaitait lancer une «vaste concertation» avec les élus sur la réforme des collectivités locales avant la fin 2008, en vue d'un aboutissement «dans le courant 2009».

En outre, interrogé sur un éventuel report des élections régionales prévues en 2010 en raison de ces réformes, François Fillon botte en touche: «Je ne veux pas, répond-il, polluer le débat sur la taxe professionnelle et l'organisation territoriale avec ce qui pourrait être considéré comme une manœuvre électorale».

Pour lire l'interview de Jean-François Copé, voir premier lien ci-dessous.

Pour lire l'interview de François Fillon, voir second lien ci-dessous.

---

www.maire-info.com © DEXIA CLF et A.MF. 2001